

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/TPR/M/11

23 mai 1996

(96-1945)

---

Organe d'examen des politiques commerciales  
14-15 février 1996

## EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

### REPUBLIQUE DOMINICAINE

#### COMPTE RENDU DE LA REUNION

Présidente: S.E. Mme Anne Anderson (Irlande)

	<u>Page</u>
I. REMARQUES PRELIMINAIRES DE LA PRESIDENTE	2
II. DECLARATION LIMINAIRE DU REPRESENTANT DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE	3
III. DECLARATION DU PREMIER PRESENTATEUR	6
IV. DECLARATION DU SECOND PRESENTATEUR	8
V. DECLARATIONS DES MEMBRES	10
VI. REPONSES DU REPRESENTANT DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE ET AUTRES OBSERVATIONS	15
VII. REMARQUES RECAPITULATIVES DE LA PRESIDENTE	26
ANNEXE 1	31

I. REMARQUES PRELIMINAIRES DE LA PRESIDENTE

1. Le premier examen des politiques commerciales de la République dominicaine a eu lieu les 14 et 15 février 1996. La Présidente a souhaité la bienvenue à la délégation de la République dominicaine, dirigée par le Secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce, M. José Ramón González Pérez, et aux présentateurs, Mme l'Ambassadeur Carmen Luz Guarda (Chili) et M. José Luis Pérez Sánchez (Espagne).
2. La Présidente a rappelé le but du Mécanisme d'examen des politiques commerciales et les principaux éléments de la procédure applicable à la réunion. Le rapport du gouvernement de la République dominicaine faisait l'objet du document WT/TPR/G/11 et celui du Secrétariat de l'OMC du document WT/TPR/S/11; les principaux points que les présentateurs se proposaient de soulever figuraient dans le document WT/TPR/W/14. Copies des questions écrites posées par cinq délégations (Etats-Unis, Australie, Union européenne, Canada et Japon) avaient été communiquées à la délégation de la République dominicaine. S'il n'était pas possible d'y répondre complètement au cours de la réunion, des réponses écrites supplémentaires pourraient être communiquées ultérieurement. Elles seraient distribuées en tant que document à toutes les parties contractantes.
3. Rappelant que les chefs des délégations au Conseil général avaient approuvé, lors d'une réunion non officielle, un arrangement spécial permettant à des organisations intergouvernementales d'assister aux réunions de différents organismes de l'OMC en tant qu'observateurs, la Présidente a proposé que l'Organe d'examen des politiques commerciales accepte d'inviter à sa prochaine réunion l'AELE, la FAO, le FMI, la CNUCED et la Banque mondiale, qui avaient demandé le statut d'observateur.

## II. DECLARATION LIMINAIRE DU REPRESENTANT DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE

4. Le représentant de la République dominicaine, M. José Ramón González Pérez (Ministre de l'industrie et du commerce), a souligné l'importance que revêtait le commerce international pour le développement. L'appartenance à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) était considérée comme essentielle pour renforcer et améliorer l'accès aux marchés mondiaux. L'intervenant a reconnu qu'afin de saisir les possibilités offertes et de relever les défis lancés, la République dominicaine devait procéder à des modifications institutionnelles de façon à permettre le fonctionnement cohérent des organismes gouvernementaux dans le cadre du nouvel ordre multilatéral des relations commerciales internationales. Dans ce contexte, la République dominicaine s'était engagée en 1990 dans une réforme structurelle qui avait permis à l'économie d'atteindre une croissance annuelle de 5 pour cent depuis 1992 et de ramener le taux annuel moyen d'inflation de 80 pour cent en 1990 à 9,2 pour cent en 1995. La République dominicaine affichait également un excédent des comptes courants de la balance des paiements, ce qui ne s'était pas produit depuis 30 ans.

5. Les bons résultats des comptes extérieurs devaient être attribués à la politique de stabilisation et à la compétitivité des secteurs les plus dynamiques de l'économie, à savoir le tourisme, les zones franches industrielles et les télécommunications. Ce progrès des principaux indicateurs externes témoignait du dynamisme de ces secteurs et d'une diversification externe croissante. Les résultats obtenus pouvaient également être attribués à la libéralisation du commerce international des biens et services qui avait permis de développer le potentiel d'exportation du pays. C'est ainsi qu'en 1995 le commerce extérieur des biens et services avait représenté environ 63 pour cent du produit intérieur brut, confirmant le degré élevé d'ouverture de l'économie dominicaine. La composition des exportations de la République dominicaine avait considérablement évolué ces dernières années; la valeur et le volume des marchandises traditionnelles exportées avaient diminué, tandis que le secteur des services s'était développé.

6. Tous ces succès étaient dus à la mise en oeuvre, à partir de 1990, d'un ambitieux programme d'ajustement macro-économique et de réformes structurelles. Dans le cadre de ce programme, les taux de change et d'intérêt avaient été libérés, le déficit des finances publiques avait été éliminé, le contrôle des prix avait été aboli et la masse monétaire avait été adaptée aux besoins de l'économie réelle, ce qui avait permis de n'avoir plus qu'une inflation à un chiffre, de stabiliser les taux de change, d'assurer la libre convertibilité des monnaies, de rendre compétitives les exportations de biens et de services et, ainsi qu'il avait déjà été indiqué, de soutenir la croissance réelle du revenu par habitant et de faire baisser le chômage.

7. Dans le même temps, le gouvernement avait adopté des mesures destinées à obtenir plus d'efficience dans l'affectation des ressources, à atténuer le préjugé hostile aux exportations, à promouvoir une plus forte participation du secteur privé dans tous les secteurs de l'économie et à stimuler la concurrence sur les marchés. Ces réformes avaient porté sur quatre domaines essentiels: le commerce extérieur, la fiscalité, les finances et la main-d'oeuvre.

8. On avait commencé par modifier le tarif douanier dont les taux étaient passés d'une fourchette de 0 à 200 pour cent à une fourchette de 3 à 35 pour cent. La multitude de lois et de taux de droits avait fait l'objet d'une rationalisation; certaines taxes avaient été remplacées par des droits *ad valorem*; des procédures simples et modernes avaient été adoptées; le niveau moyen des droits avait été réduit et le secteur de la production était en cours de réorganisation en vue de son adaptation aux exigences extérieures. En outre, 27 lois, 50 décrets et 87 contrats spéciaux avaient été abolis, ainsi que des interdictions, des contingents et divers obstacles non tarifaires aux importations. Des exonérations et exemptions tarifaires sectorielles, accordées dans le cadre de contrats spéciaux conclus avec l'Etat ou en vertu de lois promotionnelles, avaient été supprimées et les taux de change multiples appliqués

à la structure tarifaire avaient été suspendus. La surtaxe à l'importation, qui était de 20 pour cent en 1990, avait été abolie en 1995, ce qui avait réduit le taux effectif de protection.

9. Les réformes structurelles n'étaient pas limitées au commerce extérieur. Dans le domaine fiscal, un code des impôts avait été promulgué pour harmoniser les lois fiscales, de façon à moderniser et améliorer la gestion et la valeur réelle des recettes fiscales, à augmenter la charge fiscale pour qu'elle corresponde au niveau de développement du pays, à protéger les salariés, et à simplifier le système d'imposition afin d'assurer une répartition plus équitable des revenus. En application du Code fiscal, 50 lois et quatre décrets qui avaient institué 100 taux d'imposition différents avaient été abolis et des exemptions fiscales avaient également été supprimées. L'objectif du nouveau Code fiscal et de la réforme tarifaire était de diminuer la dépendance du système fiscal à l'égard du secteur extérieur. A mesure que l'administration fiscale s'améliorerait, le gouvernement serait mieux placé pour réduire encore davantage cette dépendance.

10. En ce qui concernait la réforme du Code du travail, celle-ci comprenait la mise en place de tribunaux du travail sur tout le territoire national, la simplification des procédures et le renforcement du droit syndical, et la protection de la femme. Dans d'autres secteurs sociaux, le gouvernement dominicain avait pris toute une série d'initiatives d'une grande efficacité, par exemple la mise en oeuvre, en 1993, d'un plan décennal de l'enseignement qui guiderait la politique de l'éducation jusqu'à l'an 2000. Ce plan avait radicalement transformé la qualité de l'enseignement primaire dans le pays et avait permis de réduire le nombre des abandons scolaires. Les dépenses publiques consacrées à l'enseignement, en proportion du PIB, avaient doublé au cours des quatre dernières années.

11. Le Congrès avait récemment adopté une nouvelle Loi sur l'investissement étranger comportant des dispositions relatives au traitement des investisseurs étrangers et ne restreignant que les activités risquant de porter atteinte à la santé publique et à l'équilibre écologique et celles relatives à la production de matériels et d'équipements directement liées à la défense et à la sécurité nationales. Cette loi permettait le libre rapatriement, en devises convertibles, de tous les investissements en capital et des dividendes correspondant à chaque exercice financier, ainsi que de la rémunération des services techniques et du transfert de technologie, et des redevances.

12. De même, le pays avait signé l'Accord sur l'Agence multilatérale de garantie des investissements de la Banque mondiale (AMGI), accord qui était en instance de ratification par le Congrès. Cet accord comportait des garanties de sécurité et des règles fixes relatives aux investissements étrangers en cas de différends.

13. La réforme du secteur financier, qui avait été entreprise en 1991, était destinée à renforcer l'efficacité des opérations financières grâce à la création d'un système bancaire universel et à l'accroissement de la concurrence entre les institutions du secteur, y compris à la liberté d'accès aux ressources des marchés internationaux des capitaux. Le contrôle des banques avait également été renforcé et, au cours des trois années écoulées, des règles relatives aux opérations de banque et des mesures prudentielles avaient été appliquées conformément aux Accords de Bâle, renforçant ainsi la solvabilité et l'efficacité des intermédiaires financiers. Un projet de loi instituant un code monétaire et financier et destiné à unifier toute la législation monétaire et financière avait été soumis au Congrès national; il comportait des règles permettant une gestion plus efficace du système bancaire et financier et des taux de change.

14. Un projet de loi générale sur l'électricité, qui avait été préparé et transmis au Congrès, était destiné à faciliter la privatisation d'un secteur transparent et efficient de l'électricité. En ce qui concernait la privatisation, celle-ci avait commencé par la Compagnie d'électricité (*Corporación Dominicana de Electricidad*), les Mines de sel (*Refinería de Sal*), la Cimenterie dominicaine (*Fábrica Dominicana*

de Cemento) et la Société des tabacs (*Compañía Anónima Tabacalera*), les dernières de ces entreprises appartenant au Groupe CORDE. Sur les 26 entreprises d'Etat appartenant à ce groupe, huit étaient inactives et les autres avaient considérablement réduit leur capacité de production et par suite leur part dans la production sectorielle. Une réforme du régime des télécommunications avait également été entreprise afin d'en moderniser le cadre juridique et institutionnel, de garantir un service universel et d'encourager la concurrence.

15. En ce qui concernait l'application de l'Accord sur l'agriculture, la République dominicaine avait engagé des négociations bilatérales avec un certain nombre de pays membres en vue d'une rectification technique concernant huit produits qui avaient été présentés à l'OMC pour examen. De plus, l'accélération de la modernisation du secteur agricole avait fortement progressé.

16. S'agissant de la réforme législative, le gouvernement de la République dominicaine procédait au recensement des textes incompatibles avec les instruments de l'OMC, qu'il s'agisse de dispositions administratives ou de lois. De même, un projet de loi était à l'étude pour définir le cadre institutionnel d'application des Accords du Cycle d'Uruguay sur les pratiques commerciales déloyales et les mesures de sauvegarde, étant donné que ces accords étaient désormais intégrés au système juridique dominicain.

17. Dans le domaine de la propriété intellectuelle, un projet de loi préliminaire avait été préparé pour harmoniser la législation en vigueur avec les engagements découlant de l'Accord sur les ADPIC. Ce projet était destiné à compléter le nouveau projet de loi sur la propriété intellectuelle grâce à des dispositions propres à promouvoir la concurrence, la protection des consommateurs et la répression des pratiques déloyales, toutes ces fonctions étant assumées par un seul organisme responsable.

18. En ce qui concernait l'Accord sur l'évaluation en douane, la République dominicaine avait décidé d'utiliser la période de transition de cinq ans prévue en faveur des pays en développement et les autorités dominicaines avaient entamé le processus de modernisation nécessaire à l'application du Code. Le programme était destiné à assurer la réforme du cadre juridique des douanes, l'informatisation des ports, la réforme des procédures douanières et la formation technique du personnel. Il avait déjà permis de réduire considérablement la durée des opérations de dédouanement qui était tombée de 45 jours à deux jours.

19. L'Autorité portuaire dominicaine, organisme d'Etat responsable de l'administration des ports, n'avait pas encore été privatisée, mais une procédure d'ouverture avait été entamée pour accroître la part du secteur privé dans les ports et les activités portuaires. De même, le système de transport aérien serait modifié par une Loi sur l'espace aérien actuellement soumise au Congrès, qui mettrait en oeuvre la politique de libre circulation aérienne. Le gouvernement dominicain avait également l'intention de réformer les droits des utilisateurs des transports maritimes en adhérant aux principaux accords internationaux dans ce domaine et en modifiant le régime portuaire.

20. En conclusion, le représentant de la République dominicaine a déclaré que son gouvernement, en tant que signataire des Accords du Cycle d'Uruguay, était décidé à appliquer des politiques économiques conçues pour parvenir à la stabilité macro-économique, la réforme structurelle, la mise en place d'une économie de marché et d'un commerce ouvert, toutes conditions nécessaires à une bonne répartition économique des ressources provenant de l'investissement privé, et à l'identification de nouveaux marchés étrangers pour les produits dominicains.

### III. DECLARATION DU PREMIER PRESENTATEUR

21. Le premier présentateur (M. José Luis Pérez Sánchez) a mis l'accent sur les résultats très positifs du plan de stabilisation appliqué pour faire face à la crise des années 80, à la suite de quoi le PIB a augmenté en termes réels tandis que l'indice des prix évoluait favorablement. De 1980 à 1993, il avait fallu appliquer une politique de freinage puis de relance, de sorte que des crêtes d'inflation s'étaient accompagnées d'une réduction de la richesse réelle. Toutefois, grâce au plan de stabilisation, les variables macro-économiques avaient pu être contrôlées et, en 1995, le taux d'inflation ne comportait plus qu'un seul chiffre. Toutefois, le taux de chômage de 22 pour cent mentionné dans le rapport du gouvernement, bien que marquant une diminution, était encore élevé. Quoi qu'il en soit, il fallait tenir compte du fait que ce chiffre n'englobait pas le secteur non structuré de l'économie.

22. Le premier présentateur s'est référé à l'augmentation de la productivité dans les secteurs les plus ouverts de l'économie tels que les zones franches et le tourisme, et à la part croissante que ces secteurs occupaient dans le PIB grâce à leur compétitivité plus grande dans l'économie globale de la République dominicaine. Il a toutefois souligné qu'il fallait accroître la productivité d'autres domaines de l'économie tels que l'industrie et l'agriculture, faute de quoi les problèmes et les dangers d'une économie dualiste risquaient d'apparaître. En conséquence, il estimait que, si des progrès devaient être réalisés au niveau économique et social, il fallait continuer à ouvrir l'économie et à promouvoir la compétitivité dans les secteurs les plus retardataires, en trouvant l'équilibre entre la théorie et les possibilités réelles.

23. A son avis, étant donné que 80 pour cent du commerce extérieur de la République dominicaine se faisaient avec les Etats-Unis dans le cadre de l'Initiative concernant le Bassin des Caraïbes (CBI), et 8 pour cent avec l'Union européenne dans le cadre du traitement préférentiel de Lomé, il fallait se demander si le modèle actuel de développement devait être conservé ou s'il devait être modifié pour tenir compte, à long terme, de la dégradation du traitement préférentiel, de la libéralisation progressive globale du commerce, de l'évolution des régimes d'intégration régionale et de la mise en oeuvre de la Zone de libre-échange des Amériques, tous développements de nature à diminuer les marges de compétitivité de la République dominicaine. Il a mentionné en outre l'existence d'un accord de traitement préférentiel avec le Costa Rica, accord qui n'avait pas été communiqué au GATT ni à l'OMC.

24. Trois problèmes essentiels ont été mentionnés: i) l'absence d'une base statistique solide; ii) le risque d'accentuation d'une économie dualiste faute d'une compétitivité accrue dans les autres secteurs; et iii) le manque d'investissements dans les ressources humaines, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, et à tous les niveaux.

25. Le premier présentateur a également signalé certains éléments qui influaient sur l'infrastructure de base de l'économie. Tout d'abord se posait le problème de l'énergie, encore que l'on pût espérer que la nouvelle Loi sur la privatisation résoudrait le problème des hydrocarbures et de l'électricité, qui sinon risquait de se transformer en un goulot d'étranglement pour le développement du pays. Quant au système financier, l'intervenant a fait allusion au maintien des pouvoirs discrétionnaires du Conseil monétaire et il a souligné la nécessité d'adopter le nouveau Code monétaire et financier qui rendrait le système financier plus prévisible. A son avis, l'indépendance accrue de la Banque centrale devait constituer l'un des principaux éléments de toute réforme financière.

26. Le premier présentateur a indiqué que la production ne bénéficiait pas d'une assistance ni de subventions importantes, hormis les dispositions de la Loi sur la protection et la promotion de l'industrie. Toutefois, il se demandait si même cette assistance était nécessaire étant donné que la balance des paiements avait évolué favorablement et qu'il n'existait plus de contrôle des changes. Il estimait que cette assistance à l'industrie devrait être remplacée par des mesures de soutien à la recherche et au

développement. Il a également souligné la nécessité d'instaurer et de maintenir un climat de saine concurrence nationale, en vue de quoi il serait nécessaire d'instituer un organisme régulateur et un cadre juridique assurant le soutien nécessaire. En outre, il a recommandé d'apporter les modifications nécessaires à la législation nationale et de mettre en place les mécanismes appropriés de façon à pouvoir appliquer l'Accord sur les ADPIC dans les plus brefs délais. Il a réaffirmé également la nécessité d'entamer le processus de privatisation.

27. L'importance du secteur des services en République dominicaine, et notamment du tourisme, a été évoquée. L'offre de la République dominicaine concernant le secteur des services dans le cadre du Cycle d'Uruguay était assez importante, malgré certaines incompatibilités avec la législation dominicaine qui subsistaient encore. La nécessité d'adopter le Code monétaire et financier afin d'encourager l'installation des banques étrangères a été de nouveau soulignée. Par ailleurs, le secteur des transports devait être développé car il revêtait une importance fondamentale pour le développement du tourisme.

28. Le premier présentateur espérait en outre que les modifications législatives découlant des Accords du Cycle d'Uruguay se concrétiseraient et que les dispositions législatives qui étaient en contradiction avec les engagements pris dans le domaine des services seraient abrogées. Pour terminer, il a félicité la délégation dominicaine de l'adoption de la Loi sur l'investissement étranger.

#### IV. DECLARATION DU SECOND PRESENTATEUR

29. Le second présentateur (Mme l'Ambassadeur Carmen Luz Guarda) a mis l'accent sur l'ampleur du processus de réforme entamé en 1990 afin d'internationaliser l'économie et de transformer le secteur des exportations dans le cadre d'un programme de stabilisation macro-économique destiné à corriger les déséquilibres existants.

30. A son avis, il faudrait cependant un certain temps avant de pouvoir apprécier les résultats tangibles de ces mesures qui impliquaient en effet le passage d'un modèle à un autre ou d'une stratégie de développement à une autre. De plus, ce type de situation était extrêmement complexe étant donné que les acteurs économiques étaient confrontés simultanément à une évolution - soit permanente soit temporaire - des prix relatifs, ce qui gênait la redistribution des ressources et, dans certains cas, retardait le processus ou entraînait des ajustements excessifs de nature à accroître les coûts sociaux associés à toute réforme. Dans ces conditions, les autorités devaient persévérer et poursuivre leurs efforts de façon à établir des conditions stables et prévisibles à long terme, propres à encourager le secteur privé à effectuer les changements nécessaires.

31. Le second présentateur s'est félicité de la réforme entreprise et a souligné que les efforts déployés étaient remarquables, non seulement par leur rapidité, mais également par leur ampleur et leur profondeur. Un certain nombre de mesures qui n'étaient pas absolument compatibles avec les dispositions du GATT de 1947 avaient été soit rapportées soit adaptées aux anciennes ou nouvelles obligations découlant des Accords de l'OMC. Toutefois, il subsistait quelques domaines où des progrès supplémentaires pouvaient être réalisés en matière de politique commerciale. La structure tarifaire par exemple pouvait être encore simplifiée car elle était trop dispersée, et il était possible de diminuer les écarts par rapport au niveau moyen des droits, ce qui permettrait également une affectation plus efficace des ressources.

32. Il était à noter que les recettes fiscales dépendaient en grande partie du produit des droits d'importation. Afin de libérer davantage la politique commerciale et de la rendre encore plus souple, on pourrait modifier l'ITBIS (impôt sur les transferts de biens industriels et de services) de façon à le rapprocher d'un système de TVA, à réduire le nombre des dérogations et à relever le taux actuel de 8 pour cent. Cette réforme permettrait également de conférer à l'économie davantage d'efficacité et de compétitivité, de limiter les contrôles fiscaux et d'en accroître l'efficacité, ce qui limiterait également la fraude fiscale.

33. Il était intéressant de relever que, depuis 1990, la politique appliquée avait visé essentiellement à éliminer le préjugé hostile aux exportations. Toutefois, selon le rapport du Secrétariat, il était possible d'accroître encore l'efficacité des procédures bureaucratiques afin d'encourager le secteur exportateur.

34. La manière dont les exportations de la République dominicaine évolueraient à l'avenir suscitait quelques craintes, car ce pays était l'un des rares à bénéficier d'un accès préférentiel à la fois aux marchés des Etats-Unis, grâce à l'Initiative concernant le Bassin des Caraïbes, et à l'Union européenne, grâce à la Convention de Lomé.

35. En premier lieu, l'Initiative concernant le Bassin des Caraïbes était étroitement liée aux exportations en provenance des nombreuses zones franches du pays. On pouvait donc se demander si, à la longue, cette situation privilégiée aiderait à développer un secteur exportateur dont la compétitivité ne reposerait pas exclusivement sur des préférences tarifaires et les coûts de main-d'oeuvre, mais sur une compétitivité véritable découlant de l'innovation technologique et du haut niveau de compétence des chefs d'entreprise.



36. En deuxième lieu, il fallait noter que, ces dernières années, les activités d'exportation s'étaient déplacées vers les zones franches de sorte que les expéditions en provenance de ces zones avaient plus que doublé les exportations nationales. On pouvait espérer que cette situation se rectifierait à mesure que l'ouverture de l'économie réduirait les avantages relatifs des activités menées dans ces zones. Si l'on voulait faire du secteur des exportations le moteur de la croissance économique, il fallait pouvoir répartir les recettes tirées des exportations dans toute l'économie. La récente Loi sur l'investissement étranger constituait un progrès de nature à remédier au préjugé défavorable aux exportations dans l'économie de la République dominicaine.

37. Quant aux problèmes liés au développement du secteur agricole, ils pouvaient s'expliquer en partie par l'adoption d'une politique de substitution des importations qui accordait la priorité à la production industrielle et se répercutait de façon négative sur la rentabilité du secteur agricole. En outre, l'ouverture de l'économie, qui entraînait une redistribution des ressources en faveur de cultures marchandes plus rentables, était un processus lent et très coûteux.

38. Toutefois, il fallait également noter que la production agricole de la République dominicaine était axée sur certains produits tels que le sucre, le tabac, le cacao, les bananes et le bétail. Les marchés internationaux de ces produits étaient faussés du fait des politiques protectionnistes appliquées par un certain nombre de pays, y compris les pays développés. D'où la nécessité de démanteler les obstacles commerciaux et de supprimer les subventions accordées à ce secteur.

39. L'étendue du dualisme qui caractérisait les activités manufacturières de la République dominicaine était frappante: un secteur dynamique axé sur les marchés d'outre-mer (bénéficiant des recettes fiscales tirées du régime des zones franches) et peu lié au reste de l'économie coexistait avec un secteur manufacturier axé sur le marché intérieur et bénéficiant d'une très forte protection du fait de la forte progressivité des droits. Cette situation ne paraissait pas soutenable à long terme car un développement économique équilibré exigeait une répartition des bénéfices entre toutes les activités de production. On devait se demander si ces deux secteurs suivaient des voies convergentes.

40. Le développement du secteur manufacturier dans les zones franches risquait de poser deux problèmes dont le premier était lié à la forte concentration sur la production de textiles et de vêtements et au niveau élevé de concentration des marchés auxquels ces exportations étaient destinées. Le second problème, déjà mentionné, était celui des sources de la compétitivité de cette industrie, compétitivité qui découlait, d'une part, des avantages fiscaux et des faibles coûts de main-d'œuvre et, d'autre part, de l'accès préférentiel aux marchés d'outre-mer. A long terme la compétitivité devait se fonder sur d'autres facteurs et l'on pouvait se demander dans quelle mesure l'accès préférentiel pouvait être la base d'un développement à long terme.

41. En conclusion, le second présentateur a déclaré que l'examen avait mis en évidence les efforts entrepris par la République dominicaine pour ouvrir son économie et harmoniser sa législation commerciale avec ses obligations envers l'OMC.

## V. DECLARATIONS DES MEMBRES

42. Les Membres se sont félicités des efforts déployés par la République dominicaine pour adopter un programme de stabilisation et ouvrir son économie. Ils estimaient que les réalisations de la République dominicaine étaient impressionnantes et ont encouragé le gouvernement à aller de l'avant; ils espéraient que la République dominicaine poursuivrait la réforme de libéralisation du commerce et du régime des investissements.

43. Le représentant des Etats-Unis était d'accord, sur de nombreux points, avec les déclarations des présentateurs selon lesquelles la République dominicaine avait réalisé des progrès considérables depuis 1990 en réformant son économie. Le pays avait beaucoup fait pour accroître la confiance des investisseurs et s'ouvrir davantage au commerce. Le représentant des Etats-Unis a invité instamment la République dominicaine à mener à bien la révision du cadre législatif pour le rendre plus cohérent et plus transparent. Il a insisté sur la nécessité de poursuivre les efforts tendant à réduire le rôle de l'Etat dans l'économie.

44. L'intervenant a fait état de ses préoccupations concernant l'existence de l'ITBIS, impôt spécifique sur "l'importation de biens industriels". A son avis, cet impôt n'avait guère d'applications intérieures puisqu'il visait les importations, en violation de l'article III:2 qui exigeait le traitement national en matière d'impositions intérieures. Il a noté que la déclaration du gouvernement faisait état d'une liste d'ouvertures et de réformes unilatérales mais ne contenait aucune référence à la suppression de l'ITBIS. Il a demandé si la suppression de cet impôt était envisagée.

45. Le représentant des Etats-Unis a également posé plusieurs questions sur l'application de restrictions quantitatives à des produits agricoles, notamment à la viande, au porc, au café et au tabac, pour lesquels une autorisation d'importation était exigée, et aux haricots, au poulet, au maïs, à l'ail, au lait, aux oignons, au riz et au sucre, pour lesquels des licences d'importation étaient nécessaires. Ces mesures enfreignaient, semblait-il, les obligations imposées par l'OMC en matière de traitement national, ainsi que l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture.

46. Le fait que la République dominicaine fondait son système de détermination de la valeur en douane sur les valeurs minimales et non sur les valeurs transactionnelles était préoccupant. Toutefois, il semblait ressortir de la déclaration de la République dominicaine que le système était en cours de réexamen.

47. La République dominicaine devait être félicitée d'avoir adopté la nouvelle Loi sur l'investissement étranger (FDI), mais ce texte devrait être assorti de modalités renforcées d'application en ce qui concernait la propriété intellectuelle, notamment si le pays entendait tirer parti des transferts de technologie.

48. Le représentant de l'Australie a jugé que des améliorations avaient été apportées dans le domaine agricole puisque les exportations ne donnaient pas lieu à des paiements directs aux agriculteurs; que le contrôle des prix d'un certain nombre de produits avait été supprimé et que les taux d'intérêt pratiqués pour les PME n'étaient plus subventionnés. Toutefois, il était particulièrement regrettable de constater que la République dominicaine, si peu de temps après la conclusion du Cycle d'Uruguay, souhaitait modifier les engagements impératifs concernant huit produits agricoles, même si elle en avait le droit en vertu de l'article XXVIII du GATT; la demande de telles modifications jetait un certain doute sur la prévisibilité et l'orientation des politiques futures de la République dominicaine.

49. Le représentant a noté la prédominance de la production des zones franches dans les exportations de la République dominicaine et l'importance des préférences dont elle bénéficiait, situation que le

gouvernement aurait peut-être intérêt à examiner sérieusement de manière à favoriser une croissance auto-entretenu des exportations industrielles. Il fallait espérer qu'à mesure que se poursuivrait le processus de réforme, la République dominicaine s'attaquerait également au problème de la progressivité des droits.

50. S'agissant de l'ITBIS, le représentant a noté qu'un certain nombre de produits en étaient exemptés; toutefois, l'exemption ne s'appliquait qu'à des produits nationaux et essentiellement à des produits alimentaires.

51. Il a félicité la République dominicaine des efforts qu'elle avait déployés afin d'améliorer la concurrence et de l'adoption de la nouvelle Loi sur l'investissement étranger direct; la nouvelle Loi sur la politique de concurrence serait un atout en cette matière.

52. Se référant aux difficultés institutionnelles, en particulier à l'égard des procédures douanières, le représentant a noté qu'en dépit des progrès concernant le dédouanement, des difficultés semblaient subsister.

53. Le représentant de l'Union européenne a demandé si les concessions tarifaires de Marrakech étaient appliquées, car il semblait y avoir pour les produits agricoles des restrictions quantitatives qui seraient incompatibles avec l'Accord. S'agissant des redevances consulaires sur les expéditions à destination de la République dominicaine, le représentant a fait état d'un manque de cohérence dans les taux appliqués et a demandé des clarifications à ce sujet.

54. Il y avait un manque de transparence et de prévisibilité dans les règles d'importation. Etant donné que la plupart de ces règles relevaient de l'exécutif, elles n'étaient pas soumises au contrôle du Parlement, ce qui créait en définitive un manque de transparence. En outre, certaines décisions administratives relatives au commerce extérieur semblaient être adoptées d'une manière discrétionnaire. On pouvait citer comme exemple la licence d'importation exigée pour les produits agricoles, qui n'était pas prévue dans une législation générale.

55. En ce qui concernait la procédure de rectification, la République dominicaine avait offert d'ouvrir des contingents tarifaires pour compenser le relèvement des droits du tarif général pour les produits visés. Toutefois, il y avait un risque d'attribution arbitraire des licences.

56. Le représentant était également préoccupé par les impositions internes, car de nombreuses exemptions fiscales accordées à des produits nationaux ne s'appliquaient pas aux produits importés.

57. Il a informé la délégation de la République dominicaine que l'Espagne, exportateur traditionnel de viande de porc vers cette zone, avait récemment été déclarée exempte de fièvre porcine africaine par la Commission européenne, et il espérait que la République dominicaine lèverait les mesures sanitaires et phytosanitaires adoptées à l'encontre de l'Espagne.

58. Il s'est enquis de l'avenir des monopoles commerciaux d'Etat et se demandait s'ils avaient été notifiés en vertu de l'article XVII de l'Accord général.

59. Le représentant du Canada a noté que les prélèvements sur le commerce extérieur représentaient une très importante source de recettes pour le gouvernement et que le fait d'en être fortement tributaire pouvait entraver ses efforts de libéralisation. A cet égard, il a souligné que les exemptions de droits, les exonérations de différents impôts et les autres mesures d'encouragement du gouvernement aux zones franches entraînaient une perte sensible pour les finances de l'Etat. Ce manque à gagner semblait être atténué par le maintien de droits élevés et d'autres taxes sur les importations destinées à l'économie

nationale. Toutefois, si les zones franches n'avaient guère d'effets de ruissellement, la très lourde charge fiscale imposée aux consommateurs et aux entreprises hors des zones franches risquait de compromettre la croissance économique du pays et la compétitivité internationale de son industrie. A cet égard, il estimait que le gouvernement de la République dominicaine aurait peut-être intérêt à vouer une attention particulière au bilan des avantages économiques tirés des zones franches.

60. Au sujet de l'agriculture, le représentant a rappelé que la République dominicaine appliquait toujours des restrictions quantitatives et un régime de licences discrétionnaires à certains produits en attendant l'achèvement des rectifications techniques qui devaient être apportées à sa Liste du Cycle d'Uruguay. Il a indiqué que le Canada avait engagé des consultations avec la République dominicaine à ce sujet et espérait qu'un accord interviendrait bientôt.

61. Le représentant du Japon estimait que le niveau général des droits était élevé par comparaison avec d'autres pays d'Amérique latine. Il a relevé que les entreprises japonaises trouvaient les procédures douanières complexes et il a cité la redevance consulaire comme exemple de procédure bureaucratique inutile.

62. Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est félicité des mesures prises en vue d'assurer la centralisation de la réforme fiscale en République dominicaine, mais il estimait que des progrès devaient être encore accomplis dans ce domaine. Certains impôts comme l'ITBIS et l'impôt sélectif à la consommation visaient des importations dans des domaines où la République dominicaine n'avait aucune activité productive. En vertu du principe de la neutralité fiscale, ces impôts devaient être réduits puis supprimés.

63. Le processus de libéralisation dans le secteur agricole de la République dominicaine devait encore progresser. Le fait que, si peu de temps après la conclusion du Cycle d'Uruguay, la République dominicaine s'efforçait de modifier les consolidations relatives à un certain nombre de produits agricoles constituait un précédent regrettable.

64. La gestion des contingents tarifaires relatifs aux produits agricoles présentait un intérêt particulier pour la Nouvelle-Zélande. Aussi le représentant souhaitait-il souligner la nécessité de mettre en place un système souple, ouvert et transparent de gestion des contingents tarifaires, permettant aux exportateurs de choisir leur propre partenaire.

65. L'intervenant s'est enquis des redevances consulaires sur les importations, notant que, dans les listes proposées ou modifiées de la République dominicaine, la colonne des autres droits et taxes était en blanc; il espérait que cela signifiait que la redevance consulaire serait supprimée. De toute façon, pour une question de principes fiscaux, ce n'était pas une très bonne manière de tirer des recettes des importations.

66. S'agissant de l'évaluation de la valeur en douane, il fallait espérer que la République dominicaine n'utiliserait pas la totalité de la période de transition de cinq ans pour supprimer le système des prix minimums.

67. Le représentant de l'Argentine a relevé que les recettes fiscales de la République dominicaine dépendaient dans une large mesure des taxes à l'importation. Il fallait étendre progressivement la portée du système fiscal au secteur non structuré de l'économie afin de maîtriser le déficit. Le taux de change réel ne semblait pas constituer un facteur décisif dans les flux commerciaux en République dominicaine.

68. Il était à son avis souhaitable de simplifier, dans toute la mesure possible, les procédures et les documents d'importation et de supprimer l'intervention du consul pour l'établissement de la facture consulaire et des documents d'importation. S'agissant des procédures douanières, il était important de modifier le mécanisme en fonction des dispositions de l'Accord sur l'OMC. La République dominicaine devait être félicitée des mesures prises à cet égard.

69. L'intervenant a demandé quelle était la portée de l'Impôt sélectif à la consommation et si la République dominicaine avait l'intention de le supprimer ou de le remplacer par une autre imposition. Il s'est référé au régime de licences d'importation qui, comme d'autres membres l'avaient mentionné, ne fonctionnait pas d'une manière pleinement compatible avec les dispositions du GATT.

70. La progressivité des droits était le problème le plus important qui se posait à l'économie de la République dominicaine car la forte protection effective qui en résultait encourageait les fabricants nationaux de produits finis à fournir uniquement le marché local, à l'exception de l'industrie chimique qui produisait des intrants pour l'agriculture. S'agissant des avantages fiscaux accordés aux zones franches, ils risquaient d'encourager les producteurs à ne pas augmenter la valeur industrielle ajoutée à l'échelon local. Il semblait donc y avoir un hiatus entre la dynamique créée par les zones franches et les possibilités de développement de l'industrialisation.

71. Le représentant de la Colombie a noté que le programme de réformes de la République dominicaine visait à moderniser la gestion économique. Grâce à l'ajustement macro-économique, la République dominicaine avait été en mesure de contrer les menaces d'inflation. En outre, une saine politique macro-économique avait encouragé l'afflux des capitaux sous la forme d'investissements étrangers directs. Les zones franches et le tourisme avaient joué un rôle important dans l'apport de devises étrangères.

72. La concentration en termes de destinations des exportations et de sources des importations risquait d'entraîner une certaine vulnérabilité, surtout si l'on tenait compte des objectifs généraux de la politique commerciale du pays, à savoir un régime commercial tourné vers l'extérieur, l'intégration au marché mondial et l'accès accru des produits dominicains aux marchés. Ces objectifs ne pourraient être atteints si l'on maintenait la concentration existante des marchés et des fournisseurs.

73. En République dominicaine, un certain nombre de secteurs et d'activités étaient dominés par des entreprises d'Etat. Certaines avaient cessé de fonctionner, d'autres avaient réduit leurs activités, mais il demeurerait néanmoins des possibilités de privatisation propres à attirer les investissements étrangers directs, ce qui pouvait créer une nouvelle dynamique de développement.

74. La République dominicaine s'était heurtée aux mêmes problèmes que d'autres exportateurs de produits agricoles, à savoir les barrières érigées par les pays importateurs, les contingents d'importation et la volatilité des prix internationaux, d'où la nécessité d'une diversification. En outre, la diversification des exportations de la République dominicaine était axée sur un marché très important, celui des textiles et de l'habillement, lequel était pourtant soumis, lui aussi, à des contingents et des restrictions à l'importation.

75. Le représentant de Hong Kong a félicité la République dominicaine de l'évolution vers un régime commercial davantage tourné vers l'extérieur et mieux intégré à l'économie mondiale, grâce à la suppression d'un grand nombre de restrictions commerciales, à la simplification du régime tarifaire, à une réduction substantielle des droits de douane et à l'adoption d'une nouvelle Loi sur l'investissement étranger direct.

76. Il a demandé quelles mesures étaient prises pour clarifier le cadre juridique, compte tenu notamment du manque de dispositions législatives concernant les licences d'importation ou les procédures d'octroi de licences. Il a également demandé une explication sur l'interdiction d'importer du sel.

77. Le représentant de l'Inde a félicité la République dominicaine pour les réformes entreprises depuis 1990 sous forme d'un programme de développement macro-économique associé à la réforme des politiques et pratiques commerciales et à la modernisation du cadre juridique et institutionnel. Il l'a également félicitée des efforts déployés pour développer le secteur des services et promouvoir l'industrie du vêtement et le tourisme. Il a noté que le cadre législatif n'avait pas encore été entièrement révisé et faisait toujours l'objet de mesures de rationalisation visant à assurer la transparence et la prévisibilité du commerce. Toutefois, l'Accord sur l'OMC avait été ratifié et les accords multilatéraux avaient été incorporés dans l'appareil législatif dominicain. En outre, il a souligné qu'une équipe technique interinstitutions avait été créée pour identifier les dispositions juridiques incompatibles avec les accords et pour prendre des mesures en conséquence. Il a accueilli cette décision avec satisfaction et a encouragé les autorités dominicaines à accélérer le processus.

## VI. REPONSES DU REPRESENTANT DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE ET AUTRES OBSERVATIONS

78. La Présidente a invité le représentant de la République dominicaine à centrer ses réponses sur trois thèmes principaux: i) situation économique générale et programme de réformes; ii) existence d'une économie dualiste et conséquences pour l'industrie nationale; et iii) questions spécifiques. Toutefois, elle a proposé que les deux principaux thèmes soient abordés conjointement.

### 1) Situation économique générale, programme de réformes et économie dualiste

79. Le représentant de la République dominicaine a déclaré que son gouvernement avait fait la preuve de sa volonté politique d'entreprendre les changements internes nécessaires pour adapter le cadre juridique et institutionnel aux exigences des Accords de l'OMC. Toutefois, il a reconnu qu'en cette période de transition son pays était confronté à la réalité sociologique que l'évolution avait été plus rapide que la réforme du cadre juridique préexistant.

80. Il s'est référé aux mesures de stabilisation et aux réformes structurelles déjà entreprises pour faciliter l'instauration de conditions commerciales propices au renforcement des réformes et à l'instauration d'un climat favorable aux investissements étrangers, ce qui, par voie de conséquence, permettrait le transfert de la technologie nécessaire pour réduire la vulnérabilité des exportations présentes de biens et de services. En outre, une réforme du secteur de l'enseignement avait été entreprise en 1990. Dénommé "Plan décennal de l'enseignement", ce programme avait été accueilli favorablement par plusieurs organisations internationales car il permettrait de mettre en valeur les ressources humaines.

81. En ce qui concernait les zones franches, il a déclaré que l'on pouvait les considérer comme un objectif intermédiaire du processus d'intégration du marché national au marché mondial. Il y avait eu, par exemple, une utilisation accrue des intrants nationaux par les entreprises opérant dans les zones franches industrielles, qui jouaient désormais un plus grand rôle dans les deux secteurs de l'économie. En outre, les zones franches avaient apporté une importante contribution au transfert de technologie et à la formation de la main-d'oeuvre dominicaine dans des domaines déterminés. Elles participaient aussi à la diversification des exportations du pays.

82. Le développement rapide du secteur des services permettait au pays de diversifier ses marchés d'exportation. La croissance rapide du secteur du tourisme par exemple avait absorbé une grande part des capacités d'exportation du pays, principalement de fruits et légumes frais.

83. Seule une diversification plus poussée des marchés d'exportation des biens et services de la République dominicaine permettrait de réduire la vulnérabilité du pays due à l'existence de systèmes d'accès préférentiels. La République dominicaine était maintenant engagée dans le processus de diversification, mais cette diversification ne pourrait s'accentuer qu'avec le temps. Les Etats-Unis constituaient un marché naturel pour la République dominicaine étant donné sa proximité, son étendue et l'importance des investissements de ses ressortissants dans le pays.

84. S'agissant des systèmes de tarifs préférentiels, le représentant a déclaré qu'ils avaient un effet positif sur les exportations de la République dominicaine.

85. Se référant aux exportations de textiles, il a indiqué que ces produits seraient de toute évidence atteints par la réduction des préférences. Toutefois, l'Accord sur les textiles et les vêtements relèverait automatiquement le contingent d'exportation en trois étapes d'intégration jusqu'à l'an 2004, ce qui permettrait de transformer ce secteur des zones franches et de l'intégrer dans l'économie nationale.

86. En réponse aux questions relatives à la lenteur de l'application de la politique de privatisation, le représentant a fait observer que la grande majorité des entreprises d'Etat de la République dominicaine ne représentaient pas d'intérêt pour l'investissement privé et qu'elles n'occupaient pas une place importante qui leur permettrait d'interdire l'accès de nouveaux concurrents. En conséquence, le poids des entreprises publiques sur le marché national n'avait cessé de diminuer ces dernières années. La rentabilité des entreprises du groupe CORDE avait énormément baissé et certaines avaient déjà fermé.

87. En outre, le représentant a précisé qu'il n'existait pas, en République dominicaine, de monopoles d'Etat des importations. Les derniers groupes importants étaient INESPRE, *Molinos Dominicanos* et la Raffinerie dominicaine de pétrole, dont Shell possédait 50 pour cent du capital. En son temps, INESPRE possédait le monopole des importations de lait et de graisses comestibles, mais il l'avait perdu, comme l'avaient récemment perdu les *Molinos Dominicanos* pour le blé. S'agissant des combustibles, les distributeurs étaient autorisés à importer directement de l'essence sans plomb, et les entreprises privées de fourniture d'électricité, qui assuraient 35 pour cent de la production électrique, pouvaient également importer directement le combustible nécessaire. Le prix des combustibles était fixé sur la base du prix d'équivalence à l'importation.

88. S'agissant des demandes formulées à propos des taxes et droits de douane, le représentant de la République dominicaine a indiqué qu'un Code fiscal et un Code douanier avaient été approuvés en 1992 et 1993, respectivement, dans le cadre du processus de réformes structurelles. Au total, 77 lois, 54 décrets et 87 contrats spéciaux, ainsi qu'un certain nombre de règlements administratifs, avaient été abolis et leurs dispositions réglementaires regroupées en deux lois.

89. Le représentant a également relevé que les Accords du Cycle d'Uruguay avaient été signés deux ans plus tard et ratifiés par le Congrès national en 1995. Ils avaient acquis la même valeur légale que les codes fiscal et douanier, d'où certaines contradictions qui avaient pu apparaître entre les différents textes légaux.

90. En ce qui concernait certaines questions posées à propos de l'application de l'ITBIS et la crainte que cet impôt n'enfreigne les dispositions de l'article III:2 en matière de fiscalité interne, le représentant a souligné que la République dominicaine savait que cette situation exigerait des modifications législatives. Le gouvernement avait appliqué une politique de limitation progressive des exemptions, ce qui montrait bien que le pays s'était engagé à éliminer tous les éléments discriminatoires dans l'application de cet impôt. C'était pourquoi, depuis 1983, date à laquelle l'ITBIS avait été introduit, l'impôt de base avait été étendu progressivement à des biens qui en étaient précédemment exemptés.

91. Il existait une certaine confusion dans la manière dont cet impôt était prélevé sur les importations. L'ITBIS était perçu au moyen d'une procédure de crédit: les importateurs étaient chargés de prélever l'ITBIS lorsqu'ils vendaient leurs produits à des grossistes et/ou à des détaillants; lorsqu'ils déclaraient les fonds perçus à la Direction générale de l'impôt sur le revenu (DGISR), ils devaient indiquer les montants prélevés, ainsi que les montants de l'ITBIS payés à la douane au moment de l'importation, ce qui était considéré comme un crédit aux fins de l'évaluation du montant net dû à la DGISR.

92. En ce qui concernait l'Impôt sélectif à la consommation, les taux variaient selon le produit, le plus élevé étant appliqué aux automobiles et à l'électroménager non fabriqués dans le pays, ce qui respectait le principe de neutralité. Depuis 1995, date de promulgation de la Loi n° 6-95, l'Impôt sélectif à la consommation sur le tabac et les boissons alcooliques - seules marchandises importées qui avaient fait l'objet d'une discrimination - avait été unifié, les taux étant fixés à 20 et 25 pour cent, respectivement. La mise en oeuvre des réformes avait permis à la République dominicaine de commencer à réduire sa dépendance à l'égard des recettes fiscales tirées des droits de douane.



93. Dans le même temps, les organismes de recouvrement des impôts faisaient l'objet d'une réorganisation et d'un renforcement technique et l'élargissement de l'assiette de différents impôts était en préparation. L'institution de nouveaux impôts - essentiellement municipaux - était également à l'étude.

94. S'agissant des droits effectifs à l'importation, ils avaient été abaissés pendant la période d'application de la réforme tarifaire. Ainsi, le taux effectif moyen en 1994 était de 14 pour cent, y compris sur les carburants, soit une diminution de 6 pour cent par rapport à la moyenne de 1990.

95. Le premier présentateur a fait observer que, de toute évidence, la politique économique générale était orientée dans la bonne direction et que des progrès avaient été réalisés. Toutefois, il lui semblait qu'en raison de la rapidité des changements, la République dominicaine s'était quelque peu écartée du cadre légal officiel. Les pouvoirs publics en étaient conscients et envisageaient de l'adapter aux réalités présentes.

96. Parmi les effets positifs de l'ouverture du marché figurait l'accroissement des flux permanents de capitaux dont le revenu et le bien-être de la population finiraient par bénéficier. Un fait positif était que les zones franches étaient déjà spécialisées en technologie de pointe et que des intrants nationaux étaient également utilisés. La poursuite et l'approfondissement du processus d'ouverture constituaient également un élément positif.

97. S'agissant du problème de la diversification, il était peu souhaitable de laisser au temps le soin de régler le problème, comme les autorités l'avaient suggéré. Il fallait recommander aux autorités de mettre en oeuvre une politique économique visant à promouvoir progressivement le processus de diversification et à éliminer les risques à moyen terme découlant du manque de diversification.

98. Le premier présentateur a reconnu l'importance d'un système douanier efficace, mais a également souligné la nécessité d'instituer un cadre juridique fiable offrant aux importateurs stabilité et prévisibilité.

99. S'agissant de la Loi d'encouragement de l'industrie qui visait à promouvoir le remplacement des importations, ce type de mesures, à son avis, devrait être abandonné au profit d'autres incitations ne visant pas seulement les zones franches mais l'ensemble des secteurs.

100. Le second présentateur a recommandé l'intensification de l'intégration des zones franches dans l'économie nationale, ainsi que la diversification de la base des exportations. Le tourisme offrait l'exemple d'un secteur dont l'essor avait des répercussions positives pour l'économie dominicaine car il produisait et fournissait des services auxiliaires.

101. Evoquant les entreprises publiques, on pouvait se féliciter de la disparition des monopoles d'importation d'Etat et du démantèlement des quelques entreprises qui avaient eu un rôle de monopole. Il en résulterait un accroissement de la concurrence sur le marché national qui, par voie de conséquence, encouragerait la création d'entreprises privées et, sans aucun doute aussi, une amélioration de la situation fiscale et budgétaire.

102. On pouvait également relever que les contradictions entre la législation nationale et les Accords du Cycle d'Uruguay seraient éliminées et que la législation nationale serait harmonisée avec leurs dispositions. A cet égard, il était intéressant de savoir que l'ITBIS serait modifié et harmonisé avec l'article III:2 du GATT (1994). La réforme fiscale constituait un moyen d'améliorer le fonctionnement de l'appareil économique et les exemptions existantes devraient être éliminées. S'agissant des exemptions fiscales, il faudrait savoir si les entreprises établies dans les zones franches étaient exemptées des impôts sur les sociétés et des impôts sur les bénéfices des sociétés. La réforme fiscale devrait permettre à

la République dominicaine d'être moins tributaire des recettes tirées des impôts sur les activités commerciales internationales.

103. Le représentant des Etats-Unis a mis en doute l'affirmation selon laquelle la plupart des entreprises publiques ne présentaient pas d'attrait pour les investissements privés. Il a souligné que, si ces entreprises ne jouaient pas un rôle prédominant dans un secteur donné, comme les autorités l'avaient déclaré, et s'il y avait concurrence avec d'autres entreprises privées, on pouvait alors sérieusement se demander pourquoi il y avait des entreprises d'Etat.

104. S'agissant du démantèlement des monopoles d'importation, le représentant de l'Union européenne a demandé des informations détaillées sur la forme juridique de cette procédure et si elle avait été approuvée par le Parlement ou s'il ne s'agissait que d'un décret administratif ou d'une décision interne. Il s'est également déclaré préoccupé par l'application pratique par la République dominicaine du tarif douanier établi dans le cadre du Cycle d'Uruguay.

105. En réponse à la question posée par le premier présentateur, le représentant de la République dominicaine a réaffirmé que la Loi sur l'exemption des industries avait été abrogée lors de l'entrée en vigueur du Code fiscal. Il a confirmé que les entreprises des zones franches étaient exemptées de l'impôt sur le revenu et il a estimé que ces exemptions fiscales constituaient l'un des principaux attraits pour les entreprises qui souhaitaient s'installer dans les zones franches. Toutefois, les revenus des travailleurs étaient imposables.

106. En réponse à la question posée par le représentant des Etats-Unis au sujet des entreprises publiques, le représentant a déclaré que les entreprises publiques de la République dominicaine étaient en général des entreprises qui avaient appartenu à la famille Trujillo. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent de ces entreprises avaient été transférées à l'Etat après la chute du régime Trujillo et avaient été administrées, depuis 1961, par les diverses administrations qui s'étaient succédé. Toutefois, ces entreprises n'avaient jamais été modernisées et avaient été progressivement décapitalisées. C'était pourquoi elles ne présentaient guère d'intérêt pour le secteur privé national. C'était aussi pourquoi beaucoup d'entre elles avaient purement et simplement disparu. D'autres, comme *Molinos Dominicanos* et la Raffinerie dominicaine, étaient maintenant exposées à la concurrence, et la Cimenterie dominicaine, qui était en voie de privatisation, affrontait également la concurrence d'autres cimenteries privées. Toutefois, en raison de l'obsolescence de leur matériel, d'autres entreprises du groupe CORDE n'avaient guère suscité l'intérêt des investisseurs privés. La verrerie par exemple était un monopole d'Etat, mais il n'y avait pas de restriction à l'importation de verre. En outre, une nouvelle verrerie privée devait être créée en République dominicaine. Les discussions se poursuivaient sur la privatisation des monopoles d'Etat restants. Cependant, en cette période préélectorale, le processus de privatisation constituait un sujet politique extrêmement sensible.

107. En ce qui concernait l'adoption du Code des douanes, le représentant de la République dominicaine a mis l'accent sur l'engagement pris par son pays de respecter tous les Accords du Cycle d'Uruguay. Il a rappelé que la République dominicaine avait consolidé ses droits à un taux maximum de 40 pour cent et que les plafonds spécifiés dans le Code ne dépassaient pas ce niveau. Ainsi qu'il était clairement indiqué dans le rapport du Secrétariat, les droits appliqués comprenaient sept taux allant de 3 à 35 pour cent.

108. Le représentant des Etats-Unis a posé une série de questions au sujet de l'ITBIS. Il s'est félicité du fait que les autorités avaient reconnu la nécessité de prendre des mesures législatives pour modifier cet impôt qui était incompatible avec l'article III:2. Il a demandé comment et à quel moment la modification interviendrait et si la législation préciserait que toutes les taxes devaient s'appliquer aux mêmes marchandises, qu'elles soient importées ou produites localement. Il a également demandé un

exemplaire des règlements énumérant toutes les marchandises nationales exemptées de l'ITBIS et s'est enquis de la façon dont l'impôt était appliqué aux importations.

109. Le représentant de la République dominicaine a expliqué que l'ITBIS était prélevé au moment de l'importation, lorsque l'importateur vendait la marchandise dans le pays au grossiste ou au détaillant. En réponse aux autres préoccupations exprimées à propos de l'ITBIS, il a réaffirmé que la modification de certains aspects de cet impôt devait être approuvée par le Congrès où le gouvernement ne détenait pas la majorité.

110. Le représentant des Etats-Unis a souligné que son pays était très préoccupé par l'ITBIS et souhaitait que des mesures soient prises à ce sujet.

## 2) Questions spécifiques

111. S'agissant de la procédure de rectification concernant les produits agricoles, le représentant de la République dominicaine a indiqué qu'à l'issue du Cycle d'Uruguay son pays avait présenté à l'OMC une demande de rectification qui devait lui permettre d'augmenter les droits consolidés sur huit produits sensibles, à savoir le riz, les haricots, le poulet, le lait entier, l'ail, les oignons, le maïs et le sucre. Alors que le délai fixé par l'OMC n'était pas écoulé, la demande de la République dominicaine avait été contestée par plusieurs pays avec lesquels elle avait entamé des négociations bilatérales. La République dominicaine souhaitait vivement conclure ces négociations le plus vite possible.

112. Le gouvernement dominicain n'appliquait pas de restrictions à la frontière à l'accès de ces produits qui continuaient d'être importés conformément aux exigences du marché et soumis aux droits repris dans le tarif applicable. S'agissant des sauvegardes spéciales, celles-ci ne seraient appliquées qu'aux produits dont la tarification était proposée dans le cadre de la rectification technique susmentionnée, dès que l'OMC l'aurait acceptée.

113. En ce qui concernait la politique de fixation des prix du riz, la République dominicaine avait commencé à s'orienter vers une économie de marché dès 1986 lorsque le monopole de vente du riz et le contrôle des prix aux différents niveaux de la commercialisation du riz et des produits laitiers, des haricots et des huiles comestibles avaient été abolis. De même, le contrôle des prix du panier de la ménagère (produits alimentaires et autres produits de consommation courante), qui était assuré par le Secrétariat d'Etat à l'industrie et au commerce, avait été levé en 1989. Toutefois, bien que la Loi organique instituant l'INESPRE (Institut de stabilisation des prix) n'ait pas été abrogée, l'Institut ne contrôlait le prix d'aucun produit et ne recevait pas d'appui financier du gouvernement.

114. Se référant aux subventions qui avaient été mentionnées, le représentant a précisé qu'elles revêtaient la forme d'un soutien direct du revenu des producteurs, qu'il ne s'agissait pas de subventions des exportations, qu'elles ne s'étaient appliquées qu'au cacao et au café à titre de mesure temporaire en attendant l'entrée en vigueur des Accords du Cycle d'Uruguay, et qu'en tout état de cause elles n'avaient plus cours. En conséquence, il n'existait aucune incompatibilité; la République dominicaine n'avait jamais accordé de subventions à l'exportation - mais seulement un soutien direct du revenu - aux producteurs et seulement dans les cas où le niveau élevé des impositions exerçait une forte influence sur les ventes de ces produits à l'étranger.

115. En ce qui concernait la privatisation des terres domaniales, le processus avait commencé avec la fermeture de deux sucreries. Les terres qui leur appartenaient étaient désormais utilisées pour l'agro-industrie privée et la culture d'espèces telles que les ananas et les agrumes destinées à l'exportation. Un décret de l'exécutif avait concédé la propriété des terres dans le cadre de la réforme agraire.

116. Au sujet des restrictions à l'importation, il n'existait aucune restriction à l'importation du café, de la viande, du tabac ou du sel. En pratique, l'accès au marché était libre et le marché était en fait saturé d'importations de ce type. L'industrie nationale du tabac importait de grandes quantités de tabac de Virginie pour sa production. Les producteurs de cigares importaient également du tabac en feuilles destiné à l'enveloppe extérieure des cigares.

117. Au sujet de la transparence des restrictions imposées au commerce extérieur, le représentant a déclaré que le Secrétariat d'Etat à l'agriculture avait supprimé les licences d'importation. S'agissant de la viande de porc exportée d'Espagne, il avait pris note de l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle l'Espagne n'était plus touchée par la fièvre porcine africaine et qu'aucune difficulté majeure ne s'opposait donc à la levée des restrictions phytosanitaires à l'importation de produits espagnols.

118. La République dominicaine n'avait pas cherché à développer le secteur de la pêche en raison du faible niveau technologique de ce secteur et de la grande profondeur des eaux côtières due à l'étroitesse de la plate-forme continentale. Néanmoins, des efforts avaient été déployés avec l'appui d'organisations internationales pour développer la pêche en haute mer. Le secteur privé avait investi dans la pisciculture, notamment pour développer l'élevage des crevettes destinées à l'exportation et l'industrie touristique.

119. En ce qui concernait l'évaluation en douane, la République dominicaine avait réalisé des progrès dans le domaine du dédouanement, notamment par la simplification des formalités d'importation, l'informatisation et la décentralisation des fonctions. En même temps, le système de détermination de la valeur en douane avait mis fin aux pouvoirs discrétionnaires des fonctionnaires des douanes, dans le cadre d'un programme de modernisation destiné à rationaliser les procédures et formalités douanières, à ramener la durée des formalités de 45 jours en moyenne en 1990 à moins de trois jours grâce à un système perfectionné de traitement préalable des données. En outre, conformément à la clause de transition de cinq ans figurant à l'article 20 de l'Accord sur l'application de l'article VII du GATT de 1994, les autorités envisageaient d'abolir ce mécanisme dans un très proche avenir.

120. La nouvelle Loi sur l'investissement étranger accordait le traitement national à tous les investisseurs et supprimait les anciennes barrières sectorielles. Le représentant a déclaré que les restrictions maintenues portaient sur les points suivants: déchets toxiques, matériaux radioactifs, activités préjudiciables à la santé et à l'environnement, et fabrication de matériels relevant de la défense et de la sécurité nationale. La nouvelle loi permettait également le rapatriement, sans restrictions, des capitaux, des dividendes et des redevances. De plus, les sociétés étrangères étaient dorénavant autorisées à présenter des soumissions dans le cadre de la privatisation, au même titre que les entreprises nationales.

121. S'agissant des réformes juridiques et institutionnelles, il a précisé que la Loi de 1968 portant protection et promotion de l'industrie n'était plus en vigueur car elle avait été abrogée lors de la promulgation du Code fiscal.

122. En ce qui concernait le commerce des services, le représentant a fait savoir aux membres qui avaient relevé des contradictions entre les engagements du Cycle d'Uruguay relatifs aux transports maritimes et au tourisme et la législation en vigueur en République dominicaine que la plupart des lois sectorielles avaient été harmonisées avec les engagements de la République dominicaine par l'insertion d'un article portant abrogation des dispositions qui étaient en conflit avec son offre.

123. Les problèmes des transports maritimes et des guides touristiques méritaient une mention particulière. L'offre sur les transports formulée par la République dominicaine dans le cadre de l'offre sur les services était peut-être plus large que celle d'aucun autre pays car elle s'appliquait à toutes les

formes de services de transport de marchandises et de services de soutien aux transports maritimes. Elle avait été formulée dans le but d'introduire dans le pays un système multimodal optimum.

124. Toutefois, les engagements pris par la République dominicaine dans le domaine des transports maritimes ne seraient pas contraignants tant que les négociations n'auraient pas abouti et que leurs résultats n'auraient pas été ratifiés par les Chambres législatives des pays membres du groupe de négociation. Dans ces conditions, la Loi n° 3003 de 1951 sur les transports maritimes n'était pas incompatible avec les obligations incombant à son pays dans le cadre de l'OMC.

125. S'agissant des restrictions aux services offerts par des guides touristiques étrangers, le problème serait réglé par la promulgation d'une loi sur les services professionnels qui était à l'étude en prévision des résultats des négociations en cours à l'OMC.

126. Un projet de loi sur la propriété intellectuelle avait été préparé pour adapter la législation nationale aux dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC). Ce projet devait être soumis aux Chambres en même temps qu'une législation complémentaire destinée à encourager la concurrence, à protéger les consommateurs et à réprimer toute concurrence déloyale. Ces textes interdiraient toutes pratiques de collusion, y compris dans le domaine des exportations, et supprimeraient la nécessité de rétablir le contrôle des prix abandonné en 1990.

127. Les dispositions régissant la concurrence seraient complétées par l'insertion de dispositions spéciales destinées à garantir la concurrence dans la nouvelle législation sur les télécommunications, les transports et l'énergie, et par la mise en place d'organismes de contrôle spécialisés hiérarchiquement et financièrement indépendants du reste de l'exécutif. Tout comme l'organisme de réglementation de la concurrence, ces organismes spécialisés disposeraient de leurs propres mécanismes de règlement des différends.

128. Le projet de loi sur les télécommunications représentait l'engagement relatif à la concurrence, à la réglementation indépendante, au droit des fournisseurs à la liberté d'interconnexion, et le droit de choisir des utilisateurs. De plus, le mécanisme de promotion d'un système universel était en cours de rénovation, ce qui obviait à la nécessité de toute subvention croisée.

129. Dans le cas de l'énergie, la loi soumise au législatif ainsi que les règlements techniques d'application prévoyaient que toutes les compagnies d'électricité pouvaient être reliées au réseau de distribution à condition de produire au coût le plus faible, déterminé par les critères d'échelle optimale qui se situaient à présent à 10 pour cent seulement de la capacité nominale de production du pays.

130. Le représentant a également évoqué les réformes relatives au secteur des transports qui devaient intervenir cette année.

131. Au sujet des factures consulaires, ces documents, selon la législation dominicaine, devaient être certifiés par les consulats dominicains. La redevance était relativement très faible et correspondait au service rendu. La durée de cette formalité était liée au délai de mise en oeuvre du Code de l'évaluation en douane accordé aux pays en développement.

132. La réglementation sanitaire et phytosanitaire existante ne comportait aucune discrimination en fonction de l'origine et exigeait la présentation d'un certificat sanitaire. Les importations de bétail étaient soumises à une quarantaine pour empêcher toute contagion par des maladies, comme cela s'était produit vers la fin des années 70 avec la fièvre porcine africaine dont l'éradication avait coûté très cher à l'Etat et aux éleveurs de porcs nationaux. Etant donné que le gouvernement de la République

dominicaine avait l'intention d'appliquer scrupuleusement les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, le but du gouvernement était de supprimer toute mesure de protection appliquée à des animaux ou à des produits déterminés dans le délai de deux ans accordé par l'Accord aux pays en développement.

133. S'agissant des règles d'origine applicables aux marchandises, elles n'étaient appliquées en République dominicaine qu'aux importations en provenance du Costa Rica, conformément aux dispositions de l'accord de libre-échange conclu entre les deux pays en 1982.

134. En ce qui concernait les indicateurs économiques, on pouvait relever que le chômage était de 15 pour cent, le taux d'activité des femmes de 36 pour cent, et le taux de scolarisation au niveau élémentaire de 101 pour cent en 1993. La Banque centrale était traditionnellement chargée de préparer la comptabilité nationale et les statistiques bancaires et monétaires, et celles de la balance des paiements; le Secrétariat technique auprès de la Présidence fournissait à la Banque centrale les chiffres du commerce extérieur et le Secrétariat aux finances et aux affaires techniques du Cabinet du Président fournissait les données fiscales.

135. Le nouveau Code monétaire maintiendrait les pouvoirs discrétionnaires accordés au Conseil monétaire en vertu de la Loi sur la monnaie et de la Constitution de la République. Ce code conférerait aux mécanismes du marché la liberté des taux d'intérêt et assurait l'entière convertibilité du marché des changes.

136. Le premier présentateur s'est référé à l'accord préférentiel conclu avec le Costa Rica et a estimé qu'il devrait être notifié au nouveau Comité des accords commerciaux régionaux.

137. Le second présentateur a appris avec satisfaction qu'aucune restriction n'était imposée sur le café, le tabac, le cacao et le sel, et que l'obligation de présenter des licences ou autorisations préalables d'importation pour certains produits agricoles avait également été supprimée. Toutefois, les formalités imposées en matière de mesures sanitaires et phytosanitaires comportaient une analyse et un examen approfondis des marchandises concernées. Les raisons avancées pour justifier le sous-développement du secteur de la pêche avaient été notées, mais il fallait espérer que ce secteur se développerait à l'avenir. D'une façon générale, l'économie semblait bien fonctionner en dépit de la nécessité de procéder à des ajustements dans certains domaines tels que l'ITBIS et l'évaluation en douane. Il faudrait accorder une importance croissante à la réglementation de la concurrence et à l'adoption de règles de protection contre la concurrence déloyale lorsqu'une économie était déréglementée et ouverte au commerce extérieur. Il fallait se féliciter du fait que la législation pertinente avait été soumise au Parlement. Il serait intéressant de savoir si d'autres prix que ceux des combustibles étaient encore soumis à un contrôle, si le processus de privatisation s'appliquait à la propriété des terres et si des détails sur la réforme agraire pouvaient être donnés.

138. Le représentant des Etats-Unis a demandé s'il n'existait vraiment plus d'autorisations ni de licences d'importation pour la viande, le porc, le café, le tabac, les haricots, le poulet, le maïs, l'ail, le lait, les oignons, le riz et le sucre, et, dans ce cas, quel était le mécanisme législatif qui donnait effet à ces suppressions. Il a noté la déclaration figurant dans le rapport du gouvernement, selon laquelle "l'accès au marché est libre en pratique". Cela pouvait signifier qu'il existait encore des autorisations et des licences d'importation mais qu'elles n'étaient pas appliquées. En pareil cas, quand le gouvernement de la République dominicaine entendait-il supprimer ces restrictions? La République dominicaine n'ayant pas négocié de sauvegardes spéciales dans le cadre de la Liste du Cycle d'Uruguay, on pouvait se demander comment elle envisageait de justifier la mise en place de sauvegardes. S'agissant des subventions, la République dominicaine prétendait ne pas accorder de subventions à l'exportation

et avait indiqué une mesure de soutien global nulle dans sa Liste du Cycle d'Uruguay; la contradiction entre cette indication et les mesures appliquées devait être expliquée.

139. En ce qui concernait les restrictions à l'importation dans le domaine agricole, le représentant de l'Union européenne éprouvait les mêmes préoccupations que le représentant des Etats-Unis. Il a répété que l'Accord général ne prévoyait aucune procédure de rectification permettant de procéder à des modifications importantes des concessions. Normalement, les procédures de rectification portaient uniquement sur des erreurs manifestes des listes, telles que fautes de frappe, etc. Toutefois, dans ce cas, des concessions majeures étaient en jeu et il tenait à souligner que cela ne cadrerait pas entièrement avec les procédures normales du GATT. Néanmoins, l'Union européenne s'était engagée dans cette procédure et espérait parvenir rapidement à un accord. L'Union européenne espérait que la République dominicaine montrerait un peu plus de souplesse, faute de quoi il serait difficile de s'entendre.

140. L'intervenant a noté que la République dominicaine considérait le principe des factures consulaires comme conforme au Code de l'évaluation pour les pays en développement. Cependant, il estimait qu'il y avait des problèmes d'application car un taux beaucoup plus élevé que le taux officiel était parfois imposé, non seulement par expédition, mais également par conteneur, ce qui n'était pas conforme aux dispositions du GATT.

141. Le représentant de la République dominicaine a répondu qu'il n'existait, pour l'heure, aucune véritable restriction aux importations de quelque produit que ce soit. Toutefois, la rectification officielle n'avait pas encore été apportée aux textes et elle ne le serait que lorsque la situation au Congrès le permettrait. Le Secrétaire d'Etat à l'agriculture avait annoncé publiquement dans la presse, le 11 décembre 1995, qu'à partir du 1er janvier 1996 toutes les restrictions à l'importation de quelque produit que ce soit seraient supprimées.

142. S'agissant de la réforme agraire, le représentant a déclaré qu'à l'heure actuelle 50 pour cent seulement des titres de propriété avaient été distribués en raison des lacunes du registre foncier rural officiel, lequel était en cours d'amélioration afin que la distribution puisse être terminée.

143. Le représentant a confirmé qu'il n'existait de contrôle des prix que pour les combustibles mais que le prix de l'essence sans plomb était actuellement fixé par la loi de l'offre et de la demande.

144. Les subventions n'avaient pas été mentionnées dans la Liste du Cycle d'Uruguay du fait que la République dominicaine n'en utilisait pas, et qu'il n'y avait pas de subvention à l'exportation.

145. Répondant au représentant de l'Union européenne au sujet de la procédure de rectification engagée sur une base bilatérale par la République dominicaine, le représentant a indiqué que l'offre initiale de son pays était extrêmement libérale. Les autres pays avaient cependant adopté une attitude qui avait conduit les autorités à exercer leurs droits de sauvegarde.

146. En ce qui concernait les factures consulaires, le Décret n° 512 instituait le barème de redevance suivant: 32 dollars des Etats-Unis par expédition de 100 dollars ou moins, et 82 dollars par expédition de valeur supérieure.

147. S'agissant de l'accord de libre-échange conclu avec le Costa Rica, le gouvernement dominicain prendrait contact avec les autorités du Costa Rica afin d'adresser la notification requise au Comité des accords commerciaux régionaux.

148. Le représentant de l'Australie a posé plusieurs questions concernant l'agriculture. Il a demandé si la République dominicaine avait l'intention de négocier des sauvegardes spéciales, si elle pouvait expliquer l'application de licences d'importation aux produits visés par la rectification, à savoir les haricots, le poulet, le maïs, l'ail, le lait, les oignons, le riz et le sucre, et si elle appliquait le taux consolidé repris dans la Liste du Cycle d'Uruguay en attendant les négociations relatives à ces produits.

149. Le représentant du Canada a également demandé des éclaircissements au sujet de l'application de licences d'importation. Il a noté que, ces dernières semaines, la République dominicaine avait cherché à profiter du délai de deux ans prévu pour l'application des dispositions en la matière de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Toutefois, il ne voyait pas la nécessité d'en retarder l'application s'il n'existait plus de restrictions concernant les licences d'importation. En outre, il avait remarqué que, pendant le débat sur la rectification technique, on avait dit qu'elle entraînerait l'institution de contingents tarifaires. Il se demandait comment les contingents tarifaires seraient administrés s'il n'y avait plus de licences d'importation.

150. Le représentant du Japon, se référant aux factures consulaires, a noté que les procédures douanières étaient plutôt longues et compliquées. Il a encouragé la République dominicaine à poursuivre ses efforts en vue de les simplifier dans le cadre plus large de la libéralisation.

151. Le représentant de la République dominicaine a répondu qu'en tant que pays en développement, son pays avait droit à un délai de deux ans pour mettre en oeuvre les dispositions de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, mais que des sauvegardes spéciales avaient été négociées pour les huit produits agricoles au sujet desquels la République dominicaine avait négocié la rectification technique. Il a réaffirmé que la délivrance de licences était devenue automatique. Se référant à la préoccupation exprimée par l'Australie, il a répondu que le droit actuel qui se situait en dessous du plafond de 40 pour cent consolidé au cours du Cycle d'Uruguay serait appliqué. Il a ajouté que les garanties spéciales mentionnées par l'Union européenne ne s'appliqueraient qu'aux huit produits actuellement en négociation.

152. Le représentant des Etats-Unis a posé plusieurs questions sur la législation relative à la propriété intellectuelle et à son application.

153. S'agissant de la délivrance automatique des licences, le représentant de l'Union européenne a demandé quel était le statut juridique de cette décision, si elle reposait sur un texte, et de quels recours juridiques disposaient les opérateurs. En ce qui concernait l'application de la clause spéciale de sauvegarde aux huit produits, il en a contesté la conformité avec les règles de l'OMC car il n'avait pas connaissance d'un accord de ce type. Il ne voyait pas comment un membre pouvait légalement appliquer ces sauvegardes spéciales parce qu'il négociait une rectification.

154. En réponse à ces questions, le représentant de la République dominicaine a réaffirmé que le Secrétaire d'Etat à l'agriculture avait publié le 10 décembre 1995, dans toute la presse nationale, un avis selon lequel, à partir du 1er janvier 1996, il n'y aurait plus de licences d'importation restrictives pour les produits auparavant soumis à une autorisation spéciale d'importation du Secrétaire d'Etat. Ces licences avaient donc été transformées en licences automatiques. Des instructions avaient été données au Directeur des douanes pour autoriser l'entrée dans le pays de tous les produits qui avaient acquitté le droit d'importation. Les licences étaient désormais délivrées dans l'ordre de présentation des demandes. Il n'y avait plus de restrictions à l'importation de quelque produit que ce soit. Ces réformes auraient force de loi sitôt que les négociations concernant la rectification auraient abouti, ce qui permettrait aux autorités de présenter au Congrès un texte global.



155. Le représentant a ajouté que quiconque s'estimait lésé par une mesure prise par le Secrétaire d'Etat à l'agriculture ou le Secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce pouvait, en vertu de la Constitution, s'adresser au Tribunal administratif, lequel était chargé du règlement des différends entre les citoyens et l'administration.

156. En ce qui concernait la propriété intellectuelle, le représentant de la République dominicaine a déclaré que, bien qu'il ait existé depuis les années 40 une Loi sur l'enregistrement des marques commerciales et, depuis 1911, une Loi sur la protection des brevets, une loi actuellement en préparation devait être soumise au Congrès le 27 février, au début de la législature. Cette loi étendrait la protection de la propriété intellectuelle et serait conforme aux normes de l'OMPI et de l'Accord de Paris. Elle prévoyait la mise en place d'un organisme collectif de contrôle et de réglementation où siègeraient des représentants du secteur privé et du gouvernement et qui serait chargé de tous les différends relatifs à l'application de la législation en question. De l'avis du représentant, ce projet de loi était conforme à l'Accord relatif aux aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce, et au Cycle d'Uruguay.

157. Le représentant des Etats-Unis a réaffirmé que sa question concernait les aspects pratiques de l'application. Existait-il des mécanismes tels que des équipes de contrôle chargées, au sein de la police nationale ou locale, de prévenir la vente de disques ou de programmes d'ordinateur piratés? A propos de l'ITBIS, il se demandait si une déclaration similaire pouvait être faite en ce qui concerne l'élimination des aspects discriminatoires de cet impôt.

158. S'agissant de la propriété intellectuelle, le représentant de la République dominicaine a déclaré que tout différend éventuel serait traité par le Mécanisme de règlement des différends de l'OMC et qu'il existait en outre dans son pays un bureau des droits d'auteur. En cas de plaintes concernant les droits d'auteur, la police nationale était habilitée à prendre des mesures pour faire respecter la loi. Les droits de propriété intellectuelle étaient donc garantis en République dominicaine.

## VII. REMARQUES RECAPITULATIVES DE LA PRESIDENTE

159. A sa réunion des 14 et 15 février 1996, l'Organe d'examen des politiques commerciales a procédé au premier examen de la politique et des pratiques commerciales de la République dominicaine. Les remarques qui suivent, faites sous ma seule responsabilité, résument les points essentiels qui se sont dégagés de cet examen et ne sauraient se substituer à l'évaluation et à l'appréciation collectives de la politique et des pratiques commerciales de la République dominicaine, qui figureront dans le compte rendu de la réunion.

160. La discussion a porté sur trois thèmes principaux: i) situation économique générale et programme de réformes; ii) existence d'une "économie dualiste" et conséquences pour l'industrie nationale; et iii) questions spécifiques.

### 1) Situation économique générale et programme de réformes

#### i) Réforme économique

161. Les membres ont vivement félicité la République dominicaine des progrès rapides réalisés sur la voie de la réforme économique et commerciale depuis 1990. Ils ont reconnu que les réformes avaient eu des effets positifs aussi bien sur les variables macro-économiques que sur les comptes extérieurs.

#### ii) Libéralisation du commerce

162. Les membres ont noté avec satisfaction que la République dominicaine avait fait de grands pas en avant vers un régime de commerce davantage tourné vers l'extérieur. Toutefois, il a été noté que les recettes fiscales dépendaient fortement des prélèvements sur le commerce extérieur et que cela risquait d'empêcher l'adoption de nouvelles réformes à moins de trouver un moyen d'élargir l'assiette de l'impôt.

#### iii) Rôle de l'Etat dans l'économie

163. Les participants ont noté le rôle essentiel de l'Etat dans des secteurs-clés de l'économie et ont demandé des renseignements complémentaires sur le programme de privatisation et sur les mesures de contrôle des prix encore en vigueur. Certains membres ont souligné l'importance de la privatisation dans des secteurs comme l'énergie électrique afin d'accroître la productivité par une amélioration de la base financière. Un membre a demandé si la République dominicaine avait notifié les monopoles relevant du commerce d'Etat conformément aux prescriptions de l'article XVII du GATT.

#### iv) Concentration des exportations

164. Les membres ont noté avec préoccupation la vulnérabilité de l'économie dominicaine due au fait que celle-ci était fortement tributaire d'un petit nombre de produits et de marchés d'exportation. Ils ont attribué cette concentration à des arrangements préférentiels tels que l'Initiative concernant le Bassin des Caraïbes (CBI) et la Convention de Lomé, et se sont interrogés sur les effets qu'elle pourrait avoir à long terme sur la compétitivité de l'économie et le développement d'autres secteurs. La nécessité de stimuler activement le processus de diversification a été soulignée.

165. En réponse, le représentant de la République dominicaine a dit que les mesures de stabilisation et les réformes structurelles visaient à créer des conditions du marché favorables aux réformes et à attirer des investissements étrangers qui permettraient le transfert de technologie nécessaire pour rendre l'économie et la structure des exportations de biens et de services moins vulnérables. Les autorités

se rendaient compte que, dans les petits pays, seule une ouverture de ce type pouvait garantir un afflux permanent de capitaux et de technologie. Le représentant a reconnu que le processus d'ouverture du marché devait être approfondi pour préserver les acquis et pour trouver de nouveaux créneaux sur les marchés internationaux.

166. Le représentant a souligné que les autorités de son pays étaient conscientes de la nécessité de diversifier davantage les marchés, mais qu'il fallait admettre que la proximité de l'énorme marché nord-américain et l'existence de régimes préférentiels avaient influencé l'évolution de la situation et offert des avantages importants par le passé. L'érosion des préférences dans le secteur des textiles pourrait avoir tout d'abord une incidence négative, mais il était encore temps de procéder aux ajustements nécessaires.

167. Le représentant a déclaré que, si le processus de privatisation avait été lent, il fallait reconnaître que la plupart des entreprises publiques n'attiraient pas beaucoup les investisseurs privés; pourtant, rien n'entravait l'accès à ces secteurs. Il n'existait plus de monopole d'Etat pour les importations. La privatisation complète dépendrait du Congrès qui devait donner son feu vert; l'intervenant a souligné qu'il était difficile pour un gouvernement minoritaire de faire adopter des projets de loi, en particulier en période d'élection. Les combustibles étaient les seuls produits qui faisaient actuellement l'objet d'un contrôle des prix.

2) "Economie dualiste" et conséquences pour l'industrie nationale

i) Zones franches

168. Le rôle majeur des zones franches dans la promotion des exportations, moteur de la croissance économique, a été noté. Toutefois, des membres ont souligné qu'il était important d'arriver à un meilleur équilibre entre le secteur des zones franches et le reste de l'économie, par l'établissement de liens appropriés.

ii) Progressivité des droits

169. Les membres ont accueilli avec satisfaction la rationalisation et la réduction considérables des taux de droits, mais se sont dits préoccupés par le maintien de la progressivité des droits, qui gênait l'affectation des ressources en conférant une protection effective élevée à certains secteurs industriels. Certains membres ont recommandé l'adoption d'un régime tarifaire plus uniforme, comportant moins de taux.

iii) Neutralité fiscale - ITBIS

170. Les membres ont félicité la République dominicaine pour la réforme fiscale qu'elle a mise en oeuvre mais se sont dits préoccupés par l'absence de neutralité de l'ITBIS qui, selon eux, visait davantage les importations que les produits d'origine nationale. Il a été avancé que cet impôt n'était pas compatible avec l'article III:2 qui exigeait le traitement national en matière d'impositions intérieures.

171. Le représentant de la République dominicaine a répondu que les zones franches étaient considérées comme une étape intermédiaire de l'intégration de l'économie dominicaine aux marchés mondiaux. Elles avaient déjà contribué au transfert de technologie et à la formation de la main-d'oeuvre et elles contribuaient aussi à la diversification de la base des exportations du pays. L'essor rapide du secteur des services, en particulier du tourisme, avait permis une nouvelle expansion du marché.

172. Pour ce qui était des questions relatives à l'ITBIS, le représentant n'ignorait pas que la législation devait être actualisée. Il a souligné que cet impôt n'était perçu qu'à un stade. Les exemptions avaient été progressivement éliminées, preuve que l'on s'engageait à supprimer tout élément discriminatoire. L'assiette de cet impôt avait également été élargie à d'autres marchandises, qui en étaient autrefois exemptées. Des précisions ont été données sur les modalités d'application de cet impôt. L'Impôt sélectif à la consommation était appliqué, à des taux différents, principalement aux véhicules automobiles et aux appareils électroménagers qui n'étaient pas produits dans le pays. Les taux applicables aux tabacs et aux boissons alcooliques avaient été unifiés de sorte qu'ils n'étaient plus discriminatoires.

173. Les réformes fiscales avaient réduit la dépendance à l'égard des impôts sur le commerce extérieur, qui représentaient maintenant 4,1 pour cent du PIB, contre 5,7 pour cent en 1992. La progressivité des droits avait également été réduite; le taux moyen de protection effective avait diminué de 6 pour cent par rapport à 1990 pour s'établir à 14 pour cent en 1994. Le nouveau Tarif douanier était totalement compatible avec les engagements pris par les autorités dans le cadre du Cycle d'Uruguay.

3) Questions spécifiques

i) Agriculture

174. Les membres se sont félicités du rôle actif joué par la République dominicaine dans le Cycle d'Uruguay, mais bon nombre d'entre eux se sont inquiétés des modifications que celle-ci cherchait à présent à apporter aux consolidations qu'elle avait opérées dans le domaine de l'agriculture. Un membre estimait que le fait de tenter de modifier les engagements si peu de temps après la conclusion du Cycle mettait en cause la transparence et la sécurité de l'accès au marché dominicain.

ii) Licences d'importation

175. Les membres ont félicité la République dominicaine d'avoir en grande partie éliminé les prohibitions et les régimes de licences d'importation. Toutefois, ils étaient préoccupés par le statut juridique des licences d'importation subsistantes et par la marge d'appréciation qui était laissée pour leur attribution. Ils ont demandé des précisions à ce sujet.

176. En réponse, le représentant de la République dominicaine a dit que le gouvernement de son pays menait des négociations en vue de rectifier les listes qu'il avait établies dans le cadre du Cycle d'Uruguay pour ce qui concernait certains produits agricoles, négociations qu'il espérait mener à bien rapidement. Comme il avait été officiellement annoncé, depuis le 1er janvier 1996, plus aucun produit agricole n'était assujéti au régime de licences; toutefois, l'adoption sur le plan juridique de ces mesures administratives serait soumise à l'approbation du Congrès. Seuls les produits faisant l'objet d'une tarification dans le cadre de la rectification des listes envisagée seraient soumis à des mesures spéciales de sauvegarde. Des précisions ont été données sur d'autres mesures destinées à faciliter le passage du secteur agricole à une économie de marché, y compris de nouvelles initiatives en matière de réforme agraire. Des restrictions entravaient l'accès de certains produits d'origine dominicaine aux marchés des pays développés. Les autorités ont noté que l'Espagne avait été déclarée exempte de fièvre porcine africaine, et que le problème serait réglé dans le cadre de l'harmonisation avec les règles de l'OMC.

iii) Réforme douanière

177. Les membres ont reconnu les efforts faits par la République dominicaine dans ce domaine. Toutefois, certains d'entre eux estimaient que les procédures douanières étaient encore trop lourdes. Ils se sont également demandé si les autorités avaient l'intention de réformer le système actuel d'évaluation en douane, fondé sur les valeurs minimales, afin de se conformer à l'Accord de l'OMC

sur l'évaluation en douane. Plusieurs membres considéraient également les redevances consulaires comme un impôt supplémentaire frappant les importations.

iv) Investissement étranger

178. Les membres se sont félicités de l'adoption de la nouvelle Loi sur l'investissement étranger direct et ont demandé des précisions à son sujet. L'un d'eux a souligné que cette nouvelle loi devait aller de pair avec une version révisée de la Loi sur la propriété intellectuelle.

v) Services

179. Les membres ont également accueilli avec satisfaction les engagements contractés par la République dominicaine au titre de l'AGCS, mais certains d'entre eux ont appelé l'attention sur les contradictions qu'il semblait y avoir entre ces engagements et certaines lois nationales. Un membre a souligné qu'il faudrait approuver rapidement le nouveau Code monétaire et financier.

vi) Règles d'origine et arrangements préférentiels

180. Les membres ont posé des questions sur les règles d'origine appliquées par la République dominicaine, et ont invité les autorités à notifier l'accord de libre-échange conclu avec le Costa Rica.

181. Des questions ont également été posées au sujet de la mise en oeuvre des engagements pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay en matière de droit de la concurrence et de mesures antidumping et compensatoires.

182. En réponse à ces questions, le représentant de la République dominicaine a déclaré que, dans une certaine mesure, le cadre juridique et institutionnel actuel n'était plus adapté au rythme des changements. Bon nombre de lois, de décrets et de dispositions spéciales avaient déjà été éliminés. La nouvelle Loi sur l'investissement étranger accorderait le traitement national aux investisseurs étrangers et supprimerait la plupart des restrictions, sauf celles qui étaient liées à la protection de l'environnement et à la sécurité; le libre rapatriement des capitaux était autorisé et les entreprises, étrangères ou nationales, pouvaient participer sur un pied d'égalité aux appels d'offres lancés dans le cadre de la privatisation.

183. Les autorités dominicaines reconnaissaient l'importance du lien existant entre la protection de la propriété intellectuelle et l'investissement étranger, et un projet de loi avait été élaboré pour rendre la législation dominicaine conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Le représentant a également donné des précisions sur l'application des lois relatives à la propriété intellectuelle.

184. Les règles en matière de concurrence seraient complétées par des règles spécifiques visant à préserver la concurrence dans les domaines des télécommunications, des transports et de l'énergie, et un nouveau cadre réglementaire était en cours d'élaboration.

185. Des précisions ont été données sur la modernisation des procédures douanières et des progrès réalisés à cet égard. La liste des valeurs douanières avait limité la marge de manoeuvre des fonctionnaires des douanes. Les autorités escomptaient pouvoir se conformer aux prescriptions de l'OMC dans le délai prévu de cinq ans. Les redevances consulaires étaient appliquées selon une échelle mobile. Les règles d'origine ne s'appliquaient qu'aux échanges avec le Costa Rica, dans le cadre de l'accord de libre-échange conclu avec ce pays, et se fondaient sur le critère de la "transformation substantielle".

186. La plupart des lois relatives aux services ont été mises en conformité avec les engagements contractés par la République dominicaine. Dans le domaine des transports, l'offre dominicaine était peut-être celle dont la portée était la plus large, y compris dans le domaine des services maritimes, et elle traduisait la volonté du pays d'introduire un système de transport multimodal. Les négociations sur les services de transport maritime se poursuivant, elle ne pouvait pas encore être considérée comme définitive; il ne pouvait donc pas y avoir contradiction entre les lois existantes et l'OMC. Les restrictions visant les services de guide touristique seraient levées lorsque la nouvelle Loi sur les services professionnels, en cours d'élaboration en prévision de l'achèvement de ces négociations à l'OMC, serait promulguée.

\*\*\*

187. D'une manière générale, l'OEPC a salué les réformes en profondeur que la République dominicaine avait entreprises, surtout depuis 1990. Toutefois, certains éléments sont préoccupants, comme le caractère dualiste de l'économie et, jusqu'ici, un manque apparent de cohérence du cadre juridique dans lequel la politique commerciale est formulée. A cet égard, nous reconnaissons que les autorités prennent des mesures importantes pour moderniser et unifier ce cadre et nous leur souhaitons de réussir dans leur entreprise, de manière à créer un environnement commercial plus stable et plus prévisible pour le développement économique. Nous savons également que l'économie est potentiellement vulnérable compte tenu du nombre limité de produits et de marchés d'exportation, et nous encourageons vivement le gouvernement à faire preuve de dynamisme dans le processus de diversification.

ANNEXE 1Observations supplémentaires du gouvernement de  
la République dominicaine sur l'ITBIS

L'Impôt de la République dominicaine sur les transferts de biens industriels et de services (ITBIS) est une taxe à la valeur ajoutée. Cette taxe est appliquée selon la méthode du crédit, autrement dit l'entreprise acquitte la taxe en fonction de la valeur de ses ventes et demande une déduction, au titre de l'ITBIS, sur ses achats de biens et de services. Par conséquent, la taxe payée sur les intrants achetés est déduite de l'impôt que l'entreprise paye sur la vente de ses produits. Dans le cas des importations, l'importateur acquitte l'ITBIS au moment de l'importation et le déduit lorsqu'il vend le produit sur le marché.

Portée de l'ITBIS. Les produits alimentaires, les médicaments, les intrants agricoles, le pétrole et ses dérivés, ainsi que l'énergie électrique, sont exemptés de l'ITBIS. Les exemptions sont légèrement différentes pour les produits d'origine locale et pour les produits importés. Les produits énumérés ci-après sont exemptés de l'ITBIS lorsqu'ils sont d'origine locale, mais non lorsqu'ils sont importés: produits du secteur primaire tirés de l'agriculture (maïs et blé), de l'élevage, de la sylviculture, de la chasse, de la pêche et de l'extraction minière qui ne subissent chez le producteur aucun traitement ni aucune transformation autre que ce qui est nécessaire pour les conserver dans leur état naturel.

Lait, cru et pasteurisé.

Pain, farine en général, légumineuses, céréales traitées, café moulu, chocolat pour la consommation domestique et cacao.

Riz, sauce tomate, huile et autres condiments en général, et autres produits industrialisés de première nécessité.

Volailles et oeufs.

Fruits et légumes verts du secteur agricole, frais, congelés, séchés ou en boîte.

Viande, fraîche, congelée ou déshydratée, poisson, algues, crustacés, frais ou congelés.

Eau, naturelle.

Fromage, beurre, salami, saucisses et pâtes alimentaires.

Sel pour usage domestique, sucre et miel.

Charbon à usage domestique.

Oeuvres d'art dues à des artistes nationaux.

Allumettes.

Savon naturel tiré du pinus occidentalis ("cuaba"), en barres et boules, dentifrices et détergents.

Depuis l'introduction de l'ITBIS en 1983, le gouvernement de la République dominicaine a systématiquement élargi l'assiette de l'impôt en y incluant progressivement des produits qui étaient entièrement exemptés et cela pour plusieurs raisons: 1) nécessité de diminuer la résistance à l'impôt; 2) nécessité d'améliorer la gestion de l'impôt avant d'en étendre l'assiette. Dans notre pays, où nous n'avons guère d'expérience de ce type d'impôt, ces facteurs revêtent une grande importance. Le fait que le gouvernement a poursuivi une politique de réduction progressive des exemptions atteste que le pays s'est engagé à appliquer cet impôt d'une manière non discriminatoire.